

En Norvège, la difficulté d'envisager l'après-pétrole

Dopée par l'exploitation des hydrocarbures, l'économie du royaume scandinave se porte bien. Mais, avant les élections législatives du 8 septembre, les économistes mettent en garde contre la dépendance croissante des dépenses publiques à l'argent du pétrole.

Depuis le 30 juillet, Vebjorn Bjelland Berg, 29 ans, ne mange plus. A quarante jours des élections législatives, organisées lundi 8 septembre en Norvège, ce militant d'Extinction Rebellion, cousin du ministre travailliste du climat, Andreas Bjelland Eriksen, a entamé une grève de la faim pour protester contre l'inaction climatique de son pays, premier exportateur de gaz et de pétrole en Europe occidentale. Installé devant le Parlement, à Oslo, il a promis de recommencer à se nourrir si le premier ministre sortant, Jonas Gahr Store, favori des sondages, annonce la formation d'une assemblée populaire chargée de fixer le calendrier de la sortie des hydrocarbures. Sa demande est restée sans réponse.

Si l'avenir de l'industrie pétrolière et son impact sur le climat avaient été au cœur de la dernière campagne électorale, en 2021, il en a à peine été question cette année. Quelques petites formations ont beau réclamer la fin des activités d'exploration, les principaux partis – travaillistes, conservateurs et la droite populiste – s'y refusent, alors que les investissements dans le secteur devraient battre des records en 2025.

Portée par ce puissant moteur, « l'économie norvégienne se porte plutôt bien », constate Hilde Bjornland, professeure d'économie à l'école de commerce norvégienne BI. « La croissance est stable et le chômage [à 4,5 % en juillet] reste bas », poursuit-elle. Pour autant, remarque Oystein Olsen, ancien gouverneur de la banque centrale, « la plupart des Norvégiens sont conscients que le crépuscule approche pour l'industrie pétrolière et gazière ». Dès 2026, les investissements devraient diminuer et la production ralentira à partir de 2030, selon les prévisions officielles.

Dans ce contexte, la Confédération des entreprises norvégiennes a publié, début août, un rapport, faisant référence à celui de l'ex-président de la Banque centrale européenne Mario Draghi sur l'économie de l'Union européenne publié en septembre 2024, dans lequel elle s'inquiète des faiblesses de l'économie norvégienne, notamment dans le domaine de la compétitivité. « Sur le papier, tout semble parfait (...). Mais, derrière les chiffres, des signaux d'alerte clignotent », résumait le patron de l'organisation, Ole Erik Almlid, dans le quotidien économique suédois Dagens Industri, le 28 août, évoquant « une faible capacité d'innovation », « une transition énergétique et climatique lente » et « une vulnérabilité géopolitique ».

Responsables politiques « paresseux »

En comparaison avec les autres Etats européens, la Norvège dispose d'un atout unique, grâce à son gigantesque fonds souverain, qui pèse désormais autour de 20 000 milliards de couronnes (1 700 milliards d'euros), soit 3,6 millions de couronnes pour chacun de ses

5,6 millions d'habitants. Afin d'éviter la surchauffe de l'économie norvégienne, le gouvernement n'est autorisé à en ponctionner que 3 % de la valeur par an. Mais, à mesure que la manne grossit, les transferts vers le budget de l'Etat ne cessent d'augmenter. Cette année, ils devraient atteindre 542,4 milliards de couronnes (contre 429,7 milliards en 2024), ce qui couvre environ 20 % des dépenses publiques.

Cet immense bas de laine est une aubaine pour la Norvège, qui a pu dépenser sans compter pendant la pandémie de Covid-19. Mais il est aussi une malédiction, affirme Martin Bech Holte, ancien chef du cabinet McKinsey en Norvège, auteur d'un best-seller intitulé *Le Pays* qui est devenu trop riche (Kagge, 329 pages, non traduit), publié en janvier et vendu depuis à plus de 50 000 exemplaires, à l'origine d'un débat qui a largement dépassé les cercles habituels. Martin Bech Holte y décrit un pays dont la productivité, toujours élevée, ne croît plus aussi vite que dans le reste de l'Organisation de coopération et de développement économiques, où les start-up ont du mal à se développer et où les performances scolaires des enfants reculent.

Avec un goût certain pour la provocation, l'économiste reproche aux responsables politiques norvégiens d'être devenus « paresseux », tout en critiquant l'apathie de ses concitoyens. Il compare son pays à un riche héritier. « Si vous vous retrouvez avec beaucoup d'argent, vous pouvez l'investir, ou bien choisir la voie de la facilité. C'est ce que nous faisons », argue-t-il, critiquant « le manque de rigueur dans l'utilisation des ressources publiques ».

Contraint à des réformes

Beaucoup jugent ce tableau trop sombre. « Je pense que nous aurions pu faire bien pire et que la plupart des économistes considèrent le fonds comme un énorme avantage », réagit Oystein Olsen, lui-même auteur d'un essai intitulé *Le Pays fortuné* (Gyldendal, non traduit), sorti en mai 2024. Certes, admet-il, l'abondance de la manne pétrolière a pu donner lieu à des dépenses inutiles. « Mais elle a aussi permis de subventionner l'électrification du parc automobile, ou de financer des congés parentaux parmi les plus généreux du monde », poursuit-il.

Le débat est important, selon la professeure Hilde Bjornland. Elle voit dans l'économie norvégienne les « symptômes d'une forme mutée de la maladie hollandaise », qui affecte les pays riches vivant d'une rente : le ralentissement de la progression de la productivité, la hausse des bénéficiaires d'une pension d'invalidité (ils représentent 10,5 % des 18 à 67 ans), mais aussi « la dépendance croissante aux revenus pétroliers pour financer les services publics et les dépenses gouvernementales ». Elle estime que son pays sera contraint, tôt ou tard, à des réformes : « Quand notre économie sera moins stimulée par le pétrole et le gaz, le chômage risque d'augmenter et le gouvernement devra réduire les dépenses publiques ou augmenter les recettes pour entretenir l'Etat-providence. »

Mais, pour le moment, il est difficile pour les gouvernements d'agir, remarque Kjersti Haugland, économiste auprès de la banque DNB : « Sur le site de l'organisme qui gère le fonds [Norges Bank Investment Management], les Norvégiens peuvent voir l'argent qui tombe, en direct, comme dans une loterie. Ils savent que nous sommes riches, et les responsables politiques le savent aussi. Ils ont du mal à justifier des réformes, pourtant bénéfiques, mais qui coûtent sur le court terme. »

Kjersti Haugland poursuit : « Notre population vieillit et la part des actifs, qui financent l'Etat-providence, diminue. Le fonds pétrolier va nous aider, mais ce n'est pas un médicament miracle. » D'autant, prévient-elle, que, « dans un scénario très défavorable », il pourrait un jour s'épuiser. Un sujet rarement abordé en Norvège, où la fin de campagne s'est cristallisée autour de l'impôt sur la fortune, que les conservateurs veulent réduire de 90 %, tandis que les travaillistes promettent des aides supplémentaires pour les familles et les plus démunis.

[Cet article est paru dans Le Monde \(site web\)](#)